

Sous la houlette de Laurent Berger, les dirigeants syndicaux européens dont Philippe MARTINEZ, en soutien à l'opération Macron-Merkel !

Le 18 mai dernier Macron et Merkel dans une déclaration commune annoncent leur intention de mettre en place un plan de relance au niveau européen.

2 jours plus tard, cinq confédérations françaises dont la CGT et la fédération des syndicats allemands se positionnent dans une tribune en soutien de cette initiative.

Pour le Front Syndical de Classe comme pour de nombreux militants CGT, la signature de Philippe Martinez de cette tribune aurait nécessité la réunion des instances de direction confédérale et constitue un fait gravissime. Voici pourquoi :

Le contexte

Le contexte souligne la gravité de cette démarche d'accompagnement syndical.

Nous sommes en effet dans une période historique charnière, en butte à un système capitaliste en crise profonde confronté à une pandémie mondiale dont il est largement responsable et qu'il est structurellement incapable de combattre efficacement (abandon des classes populaires, casse du service public hospitalier, délocalisations des productions de masques, médicaments, absence de planification, concurrence entre entreprises pharmaceutiques privées...). Et qui accélère une grave crise économique qui était latente.

Dans ce moment exceptionnel, en opposition totale aux politiques mises en œuvre par les forces réactionnaires et social-démocrates depuis des décennies, la pandémie a fait affleurer dans les réalités et les consciences la nécessité des solidarités, le rôle essentiel des professions invisibilisées en temps "normal", l'impératif de l'intervention de la puissance publique, les nationalisations, l'importance du secteur public... et finalement l'idée que ce système économique est incompatible avec le progrès humain et bientôt la vie tout court.

Autant de points d'appui pour l'après en propositions concrètes, en objectifs de lutte, et dans la lutte idéologique tandis que les peuples, notamment en France font preuve d'une profonde méfiance à l'égard du pouvoir dans la gestion de la crise sanitaire et dans sa capacité à promouvoir une issue positive à celle-ci.

Nécessité et possibilité, tout est réuni pour promouvoir et préparer une riposte unitaire du monde du travail contre ce système et pas seulement contre certaines de ses conséquences.

Or, au sortir du confinement, que proposent Macron et Merkel le 18 mai ?

Pour eux, pas d'autre issue – à l'inverse des évidences révélées par la crise – que la fuite en avant vers une Europe fédérale supranationale soi-disant sociale proclamée sans aucune

espèce d'effet depuis plus de 30 ans !

Tenons-nous en à l'essentiel dans le fatras des déclarations d'intention :

la France et l'Allemagne proposent d'autoriser la Commission européenne à financer ce soutien à la relance en **empruntant sur les marchés au nom de l'UE d'un montant initial de 500 milliards d'euros.**

Les médias dominants et les éditocrates de tout poil s'empressant de proclamer urbi et orbi qu'il s'agit d'un magnifique plan de solidarité envers les plus faibles (sous-entendu les pays du sud de l'Europe), seulement combattu par les « radins » attachés à l'orthodoxie budgétaire. Ils assurent que les avances consenties, les aides ne devront au final pas être remboursées ou seront renvoyées aux calendes grecques, **cela sans aucune espèce de condition!**

Emmanuel Macron rajoutant que "*Ce ne seront pas des prêts mais des dotations*" directes aux pays les plus touchés.

MENSONGES :

Dès le 9 avril dernier Christine Lagarde, présidente de la Banque Centrale Européenne (BCE) mettait les choses au point en déclarant « *totalemment impensable* » d'annuler les dettes de la zone euro après la crise !

La déclaration commune Macron-Merkel précise d'ailleurs dans ses attendus apparemment secondaires que :

« Ce soutien à la relance complète les efforts nationaux et la série de mesures arrêtée par l'Eurogroupe ; elle s'appuiera sur un engagement clair par les États membres d'appliquer des politiques économiques saines et un programme de réformes ambitieux. »

Il s'agit donc là du traditionnel positionnement des grandes puissances financières, comme celui du Fonds Monétaire International (FMI), d'assortir l'« aide » aux pays endettés de conditions impératives d'ajustements structurels (baisse des salaires et des pensions, réduction des dépenses de santé et des dépenses publiques, privatisation des secteurs non encore concernés ...).

La dette fonctionnera donc, selon l'habitude, comme un outil politique destiné à contrôler les décisions des États et à mettre sous dépendance austéritaire les peuples livrés à la domination et aux diktats des marchés financiers. En outre, une dette commune fait naturellement voler encore un peu plus en éclat la souveraineté des États et dessinent un mécanisme fédéral de lien direct entre Bruxelles et les différents euro-régions.

La proposition commune franco-allemande comportant par ailleurs un fort volet de projet économique combinant un « **pacte vert** », menace potentielle contre les « **industries carbonées** » où existe encore une classe ouvrière organisée et combative et une **accélération de la transformation numérique** menace majeure contre des centaines de

milliers d'emploi.

L'alignement syndical

La déclaration syndicale du 20 mai se place donc en soutien remarqué de la déclaration Macron-Merkel et de celle parallèle des patrons de *Business Europe* du 11 mai.

Elle se prononce *pour une « convergence économique, fiscale et budgétaire des États membres de l'Union européenne » avec le modulo « les 500 milliards ce n'est pas assez ! ».*

Elle considère au final que seule une réponse européenne est adéquate et enjoint les autres États d'emboîter le pas à la proposition franco-allemande !

Sans la moindre critique sur cette proposition, sans en révéler les aspects masqués et les dangers qu'elle recèle pour les travailleurs assujettis à la dette publique contractée sur les marchés financiers et « *qu'il va bien falloir payer* ».

Autant dire que la facture, très supérieure à celle de 2008-2010, sera comme la précédente présentée inéluctablement aux travailleurs, aux salariés, aux sans emploi, aux précaires, aux femmes ...

Et en validant au final le cadre même de l'UE et sa fuite en avant fédérale, stratégie centrale des forces dominantes du capitalisme européen pour écraser les conquis et détruire les espaces de souveraineté populaire.

LA DÉCLARATION SYNDICALE DU 20 MAI, est donc UNE DOUBLE TRAHISON :

- trahison du rejet populaire du Traité européen de 2005 (TCE) dont nous fêterons la défaite ce 29 mai 2020.
- trahison des intérêts des travailleurs auxquels on cache les clauses contraignantes qui vont accompagner cet emprunt et ces dettes et sans dire un mot sur les licenciements massifs déjà clairement annoncés par le patronat bénéficiaire des « emprunts », eux, non remboursables (Renault, General Electric, grande distribution ...)

A l'inverse

Il est impossible de prétendre lutter contre la politique de Macron en France et de soutenir ses choix et initiatives au niveau européen. L'heure n'est pas à l'accompagnement des choix politiques de l'oligarchie européenne, qui entend poursuivre dans ses projets politiques et économiques, mais :

- comme les hospitaliers (16 juin), engageons la lutte immédiate pour imposer au pouvoir les mesures nécessaires en ne comptant QUE sur nos luttes. Pour l'hôpital, un puissant investissement financier, des créations de postes, des lits, l'arrêt de toute fermeture, la revalorisation massive des carrières ...

- comme de très nombreux camarades et organisations de la CGT dans leur appel du 1^{er} mai, nous appelons à « redevenir RESISTANTS », à l'unité d'action des travailleurs et du peuple pour de nouvelles conquêtes et changer de société « !

En dénonçant au passage l'entreprise récurrente où « *tout est dit pour affaiblir le cadre de l'exercice de la souveraineté populaire, la Nation, comme communauté politique essentielle.* »

- comme la CGT du Val de Marne nous appelons à « la reconquête des Jours heureux » et à engager d'ores et déjà la lutte et à rassembler dans l'immédiat sur les mesures d'urgence qu'impose la situation .

Une signature dont il faut se dégager !

La signature par Philippe MARTINEZ de la tribune commune du 18 mai, une fois de plus après la déclaration commune du 19 mars avec la même clique syndicale et le MEDEF sans concertation des organes de direction et des militants et donc en rupture avec la démocratie syndicale constitue une forfaiture.

Nous demandons DONC que la signature de cette tribune intersyndicale soit désavouée.

Pour cet objectif, la protestation doit monter et s'enfler dans la CGT afin que ne soit pas compromis l'immense investissement des militants et des organisations de ces dernières semaines, mois et années.

Il s'agit d'un choix majeur d'orientation et d'un choix d'INDEPENDANCE : la CGT doit se libérer des financements extérieurs, ceux de l'Europe et ceux du patronat dans le financement du « *dialogue social* » (18 millions d'euros par an) !

Financements qui sont le salaire de la trahison et de l'assujettissement à la bourgeoisie et à l'idéologie de la collaboration de classe.

Les principes qui pendant des décennies ont fait l'efficacité et le prestige de la CGT ne sont pas morts.

Ils vivent dans les centaines de lutte que l'organisation et ses militants animent.

Face à une bourgeoisie en difficulté pour poursuivre sa politique, l'heure est venue que toute l'organisation assume les engagements qu'exige la situation exceptionnelle dans laquelle nous sommes en renouant avec le syndicalisme de classe et de masse, en quittant la CES et en engageant une offensive vitale pour le monde du travail et plus largement encore l'avenir de l'humanité.